

Lyon

# L'expulsion de familles à la rue par le maire de Lyon crée le malaise

Au lendemain de l'expulsion précipitée de femmes et d'enfants sans toit du gymnase Dargent, le maire de Lyon et sa majorité écologiste et de gauche sont pointés du doigt pour leur « politique répressive ». C'est lui qui a pris la décision de faire procéder à l'évacuation en demandant le concours de la police nationale. Une première depuis le début du mandat.

« La honte. » Sous les huées d'une cinquantaine de personnes réunies sous les fenêtres du maire (EELV) de Lyon, ce samedi matin, Camille, du collectif « Solidarité entre femmes à la rue », raconte comment Grégory Doucet a orchestré l'expulsion du gymnase Dargent (Lyon 8e) dans lequel 170 femmes et enfants s'étaient réfugiés.

Il était 19 heures, vendredi soir, l'entrée dans les lieux s'était faite dans le calme. On dénombrait dans le groupe 70 enfants, une dizaine de bébés et plusieurs femmes enceintes. Les familles s'étaient installées dans un coin pour pas déranger les entraînements de volley qui n'étaient pas finis. Parmi elles, Marie : « La rue n'est pas une vraie vie. On voulait juste un peu de répit, pour une nuit. »

## « La police nationale a été réquisitionnée »

Des échanges avec la mairie, notamment avec Sandrine Runel, l'adjointe socialiste à la solidarité, ont lieu dans la foulée. « La Ville a dépêché la police municipale qui a bloqué l'entrée empêchant le ravitaillement pour les enfants », complète Juliette de Jamais sans toit, qui a cru, un moment,



Un rassemblement a eu lieu devant l'hôtel de ville au lendemain de l'expulsion du gymnase Dargent par la police nationale à la demande de Grégory Doucet. Photo Tatiana Vazquez

qu'ils allaient pouvoir rester. Quatre heures plus tard, ils étaient expulsés.

Entre-temps, un message, que nous avons pu lire, était adressé aux élus de la part de la direction de la mairie. Il disait : « Décision a été prise par le maire et les élus de procéder à l'évacuation. La police nationale a été réquisitionnée. »

Une première depuis le début du mandat qui a choqué et déçu les collectifs de soutien. « Ce qui s'est passé hier soir était extrêmement violent. Si ça avait été une mairie de droite, on aurait compris, mais là, après toutes les positions sur l'accueil et l'hospitalité, la signature de la déclaration de l'Abbé Pierre en faveur des droits des sans-abri, après son action en justice con-

tre l'Etat sur la question de l'hébergement d'urgence, le maire de Lyon s'est allié à la Préfecture pour nous expulser. Les déclarations dans les médias, la main sur le cœur, disant à quel point il lui était insupportable de voir des enfants à la rue, c'est ça qui est insupportable. A-t-il perdu son âme ? »

## « J'ai du mal à comprendre l'empressement à faire appel à la préfecture »

Qu'importe qu'il ait autorisé les occupations d'écoles, hébergé les mineurs isolés dans des gymnases, payé des nuits d'hôtels pour les familles, mis à disposition des bâtiments. Grégory Doucet qui avait fait de son

plan « Zéro enfant à la rue » une priorité de son mandat semble, pour beaucoup, avoir ce jeudi soir, mis un coup de couteau dans le contrat. Y compris pour des membres de sa majorité.

Hugo Patouraux, élu communiste dans le 3e, s'associe à la mobilisation. Il explique : « Ce n'est pas une solution pérenne pour les gens d'être hébergés dans des gymnases. Mais c'est une solution pour que des enfants évitent la rue. J'ai du mal à comprendre l'empressement à faire appel à la préfecture. Ça fait un moment que nous, on se bat pour que la mairie pallie les manquements de l'Etat en réquisitionnant les logements privés. »

« Un toit, c'est un droit », scandent les manifestants jusqu'à

« Si ça avait été une mairie de droite, on aurait compris, mais là... »

Juliette (collectif Jamais sans toit)

midis sans qu'aucun élu ne vienne à leur rencontre. « La mairie dit qu'elle en fait assez et que c'est à l'Etat d'agir. Pour nous, c'est à la Ville et à la Métropole de respecter les engagements pour lesquels ils ont été élus au lieu de mettre en place une politique répressive », affirme Camille qui demande « une réunion avec tous les acteurs concernés, la Préfecture, la Ville et la Métropole ».

## 131 enfants à la rue à Lyon

D'après le collectif Jamais sans toit, 301 enfants à la Métropole seraient à la rue, 131 rien qu'à Lyon. Parmi eux, Jawad, 10 ans, grandi trop vite. Après avoir été évacué du gymnase, il est devant l'hôtel de ville avec sa mère et ses deux petites sœurs. A la rue depuis plus d'un an, la famille dort où elle peut, souvent à Part-Dieu. Ni le 115, ni l'assistante sociale n'ont de solution.

« Quand je vais à l'école, je suis tellement fatigué, que je dors », témoigne-t-il sans trembler. En face de lui, une petite fille à peine plus jeune, scolarisée à l'école Doisneau (Lyon 1er) se tient sous un parapluie avec sa mère, Stéphanie. Electricienne de gauche, elle se sent « choquée » par la décision de la mairie d'évacuer le gymnase : « On ne s'attendait pas à ça. C'est lamentable. »

● Tatiana Vazquez

## Sandrine Runel, adjointe PS à la Solidarité : « On n'est pas l'ennemi »

C'est la première fois que vous faites ainsi procéder à une expulsion. Vous comprenez que cela ait pu choquer ?

« On ne peut pas transformer tous nos gymnases en hébergement d'urgence. Ce n'est pas comme ça que l'on va résoudre la question du sans-abrisme. L'Etat s'en satisfait et s'en lave les mains. Le rapport

de force doit être avec l'Etat et non avec la ville. »

Vous rejetez donc la responsabilité sur la préfecture ?

« Je demande sans arrêt que l'Etat prenne ses responsabilités. En début d'année, la Préfecture a annoncé qu'elle allait ouvrir 300 places. Ils en ont ouvert une cinquantaine après l'occupation de l'école

Montel (1). »

En attendant, toutes ces familles sont à la rue...

« J'ai proposé d'étudier la situation de toutes les familles au cas par cas, et je me suis engagé à ce que la Métropole prenne en charge les femmes enceintes. La mairie n'est pas l'ennemi. On ne reste pas les bras croisés. Nous avons mis des moyens sans précédents

pour l'hébergement d'urgence, qui ne relève pas de notre compétence. La ville accompagne la mise à l'abri de plusieurs dizaines de familles qui ont trouvé refuge dans des écoles, et les a pris en charge de manière répétée pendant les vacances. Elle a en pris en charge l'occupation des modulaires du parc Montel dans le 9e arrondissement. 50

personnes sont hébergées au sein de l'ancien Ehpad Villette d'Or. Dans le même temps, 140 jeunes migrants en recours ont été accueillis dans des gymnases. »

1-Contactée, la Préfecture affirme que ces 300 places ont bien été ouvertes. « L'Etat finance dans le Rhône, chaque jour 22000 places d'hébergement d'urgence et de logement. »